

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
5 au 11 septembre 1996

10,00 F

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS-PAPIERS

Camille, reporter vidéo de profession, présente lors de l'évacuation des sans-papiers de Saint-Bernard le 23 août, a vécu de très près ces événements dramatiques. Dès juillet, elle tournait un reportage, qui relatait les diverses péripéties de la lutte, qu'elle présenta le 10 août à la librairie Publico. Le lundi 12 se produisit l'intervention policière qui tenta d'hospitaliser les grévistes de la faim contre leur gré. Le lendemain 13, après que ces derniers furent retournés à Saint-Bernard, Camille décidait de se joindre à eux et commençait un jeûne de solidarité à leurs côtés. Jean, du groupe libertaire Maurice-Joyeux, a recueilli son témoignage.

Camille avait tourné, mi-juillet, un reportage sur les sans-papiers en lutte, qu'elle avait présenté à Publico le samedi 10 août - le lundi 12 avait lieu l'intervention policière présentée par le ministre de l'intérieur, face à l'indigna-

jeûne de solidarité. Elle est resté avec les 300 sans-papiers en lutte jusqu'à l'assaut du 28.

«La première fois que je suis entré dans l'église, j'ai eu honte. On est responsables de cette situation ; c'est nous qui laissons se passer ces trucs-là. La

blanche, à entamer un jeûne de solidarité et j'ai préparé ce que j'allais dire. Face aux micros et aux caméras, toutes mes interventions tournaient autour du thème : je ne fais partie d'aucune association, d'aucun mouvement ; je suis une citoyenne française - j'aimerais en être fière mais j'ai honte de la France, honte d'accepter en silence l'acceptable, le déni de justice, la violence, le mépris.

«Il y a eu plus qu'un effet pervers de la médiatisation, on peut parler d'une manipulation très subtile. Les journalistes ont beaucoup tourné, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'église, mais dans le choix de ce qui était diffusé dans les journaux télévisés n'était montré que le spectaculaire, le croustillant ; même les images de la rafle. Cela a pu faire croire que la liberté de la presse était respectée, que la démocratie fonctionnait, alors que la censure a donné à plein. Ainsi, les spectateurs ont-ils pu croire qu'ils savaient tout sur les événements les plus dramatiques, mais au moment de l'assaut, par exemple, quand les militaires (NDLR: rappelés que ce sont les gardes mo-

par les militaires, des équipes de journalistes se sont précipités vers lui pour filmer. Tous les téléspectateurs ont pu ainsi s'extasier sur l'audace de la presse et sa liberté, mais la déclaration qu'il a immédiatement faite sur l'effet désastreux des gaz sur les bébés n'est jamais passée dans les informations.

«De la même façon, toutes les chaînes de radio et de télévision étaient présentes lors de la conférence de presse du 26 qui annonçait la manifestation du

28; aux journaux télévisés du soir, nous avons vu Xavier Emmanuelli qui disait se heurter à l'intransigeance des sans-papiers et chercher en vain à négocier depuis le début (alors qu'ils n'ont cessé de chercher à le contacter durant toute leur lutte) ; ajoutons quelques dizaines de secondes sur leur séjour au Théâtre du Soleil. Voilà le JT de 20h - pas un mot sur la manif.

«Le soutien extérieur a toujours été essentiel pour les sans- ●●● page 4



photo Daniel Manoury

tion populaire, comme une mesure sanitaire. Les grévistes de la faim, hospitalisés contre leur gré, avaient pu rejoindre l'église dans la journée - l'un d'eux pieds nus dans le métro, au 40e jour de jeûne.

Le 13, Camille se joignait aux grévistes de la faim et entamait avec eux un

ISSN 0026-9433 - N° 1050

T 2137 - 1049 - 10,00 F



FOP 2520

France s'est construite économiquement et socialement sur l'émigration et aujourd'hui qu'il y a la crise, on a fait des émigrés les boucs émissaires de la récession et de l'ordre policier. Ils sont arrivés un jour comme nos ancêtres, ont posé leur valises - et leurs enfants sont aussi français que mes neveux. Ce métissage est une chance ; ils apportent et nous font découvrir une autre manière de vivre la communauté, la solidarité.

«Quand j'ai rejoint l'église, j'étais consciente que j'allais avoir un rôle médiatique, étant la première Française,

biles qui ont perpétré cette action, c'est à dire la gendarmerie dépendant du ministère de la défense, et que les expulsions se sont faites par avions militaires depuis une base militaire) ont commencé à défoncer les portes, tous les journalistes se sont précipités à cet endroit et quand des gaz ont été déversés par la première brèche personne n'a filmé - et donc personne n'a pu voir - les effets atroces de ces gaz sur les bébés qui suffoquaient. De même, quand le professeur Schwartzberg, qui passait les dernières nuits dans l'église avec les sans-papiers en lutte, a été sorti, porté

EDITORIAL

Images, multipliées à l'infini des écrans cathodiques, de quinze cents policiers et gendarmes en tenue anti-émeute, bardés d'armes offensives et défensives, sortes d'hybrides du légionnaire romain et de Robocob, qui se jettent avec violence sur trois cents personnes réfugiées dans une église catholique, dont une majorité de femmes et d'enfants en bas âge, les entraînent sans ménagements puis les emportent dans des fourgons blindés, après avoir bousculé et bastonné à la ronde quelques milliers de manifestants aussi désarmés et impuissants qu'indignés.

Ces scènes, qui paraissent extraites d'un feuilleton télévisé sadico-débilé de sous-série B, se sont réellement produites en cette fin du XX^e siècle, au cœur de Paris, dite la Ville Lumière, une des cités de la planète où, selon les idées reçues hexagonales, soufflerait l'esprit - français, bien sûr, le meilleur - et où régneraient la mesure et la raison cartésiennes. Ceux qui ont mis en scène et ordonné ce remake moderne et électronique des jeux du cirque ne sont ni des barbares analphabètes ou des islamistes fanatisés : sur ces mêmes écrans, ils apparaissent aimables, souriants et disert, unissant dans leurs images le meilleur du grand frère efficace et du père magnanime. D'ailleurs, leur cursus comprend nombre d'années d'études brillantes dans les établissements universitaires les plus prestigieux.

Ce sont des hommes d'Etat, aujourd'hui, et ils sont prêts à tout pour nous faire oublier que les maîtres et les privilégiés sont toujours plus riches et plus puissants. Que les dix millions de pauvres sont chaque jour plus misérables. Que le chômage ne diminue pas. Que les agriculteurs commencent vraiment à en avoir marre. Que les revenus de la classe moyenne régressent. Qu'ils préparent une loi sur les fonds de pensions qui va déstabiliser le système de retraite par répartition. Que la prochaine loi sur le transport ferroviaire pourrait relancer le mouvement de grève de novembre et décembre dernier. Ah ! surtout, mon Dieu, que la chienlit ne recommence pas.

Alors, ils frappent au ventre, ils visent l'instinct, le primal. Ils voudraient bien que nos colères de salariés, de chômeurs et de citoyens se transforment en hurlements de meutes, en grognements de haine contre l'étranger, contre celui qui n'est autre que d'apparence.

Soyons sports et reconnaissons qu'ils ont la tâche bien ardue, avec la concurrence déchaînée de l'infra-césar ventripotent du Front national, qui tente maintenant de redonner quelque crédit aux sottises racistes de De Gobineau, dont on sait que les thèses sur la prétendue inégalité biologique des humains font figure de curiosité obscurantiste et réactionnaire. Que va donc pouvoir inventer Juppé pour être encore plus ignoble que Le Pen ?

Des anarcho-syndicalistes pour un syndicalisme révolutionnaire

Nous avons perdu tous nos combats mais d'autres s'annoncent

Un ami libertaire me disait il y a peu : « Nous avons perdu tous nos combats ». Cette affirmation me renvoya au « Bon courage petit » qu'évoquait J.-M. Raynaud (1).

C'est vrai, depuis l'époque où l'on croyait imminente la révolution et sûre la victoire contre le capital et l'État, nous en avons connu des défaites et des déceptions. De la dérive marxiste aux innombrables divisions en passant par les trahisures, les renoncements, les collaborations... Les raisons de n'y plus croire sont légion.

Pourtant, nous savons que, de toutes les alternatives, la seule que nous n'ayons pas essayée, c'est le communisme libertaire (2).

Pourtant, le grand ras le bol et la colère qui montent devraient nous rendre espoir (3).

Les classes sociales existent toujours bel et bien, l'injustice perdure, les libertés individuelles sont sous cloche. Mais quelque chose a changé : les exploités ont perdu beaucoup de leur combativité

; plus de repères idéologiques, plus d'espoir de (pou)voir changer les choses. Ils perdent confiance dans les organisations censées les représenter et défendre leurs intérêts. Plus que divisés, ils sont isolés (4).

Les anarchistes savent cela, ils l'ont analysé; l'ont inlassablement prédit, annoncé et/ou dénoncé.

Ils n'ont aucun mérite, il suffisait d'ouvrir les yeux.

Mais les anarchistes ont-ils bien conscience que, loin de nos principes, nos contemporains préfèrent qu'« on » règle leurs problèmes à leur place.

Ils fustigent les élus qui les trompent mais ne songent pas à s'en passer (5).

« Comment, par quels moyens développerons-nous l'impact des idées-forces du socialisme libertaire » demande le Monde libertaire en préambule de l'article de J. Toublert (6).

Faisons le point

Ainsi, nous nous demandons toujours si un syndicat anarchiste est préférable à un syndicat ouvert à tous, où l'orthodoxie libertaire ne serait pas assurée...

Reprenons les propos de Michel Bakounine cités par J. Toublert et nous avons clairement la réponse.

Un syndicat anarchiste serait comme un programme anarchiste en complète contradiction avec l'esprit anarchiste.

Ne perdons pas de vue que notre objectif premier est de faire en sorte que les individus prennent leurs affaires en main. Cela est le point de départ du chemin tortueux qui mène au communisme libertaire (le communisme libertaire étant le système, le véhicule, l'outil... permettant la naissance de la civilisation an-ar-chiste).

Ce n'est pas en créant un syndicat où le nouvel adhérent devra montrer patte rouge et noire, ou s'imprégner de la pensée libertaire comme d'autres de la Sainte Bible, que nous avancerons.

N'oublions jamais que, pour les anarchistes, la grande leçon de l'Espagne de 36 est que le système libertaire a été instauré spontanément par le peuple des villes et des campagnes et que ce peuple a su utiliser l'outil qu'était l'organisation syndicale et cela sans leader et sans directives - fussent-elles de la C.N.T.

Rappelons-nous toujours que la plupart des responsables de la C.N.T. et même de la F.A.I. furent souvent dépassés, empêtrés qu'ils étaient dans leurs divisions, leurs hésitations, la participation au gouvernement et les appels au calme et à la « responsabilité », le fameux « circonstancialisme » (7).

Dans son article, J. Toublert pose deux questions essentielles :

1) Ne faut-il pas rediscuter, repenser même quelques-unes de questions clés qui structurent la pensée libertaire ?

2) La cause des scissions résiderait-elle dans la confusion entre les deux types de regroupements ?

A quoi sert une organisation anarchiste ?

« Le principe de l'organisation est l'âme même, l'essence même de l'anarchisme, c'est-à-dire d'une société sans autorité » (8).

Il n'est donc pas impensable que des anarchistes se rassemblent pour diffuser leurs idées et les promouvoir. Que les groupes ainsi formés définissent eux-mêmes les objectifs et se fédèrent, cela reste envisageable. Que la Fédération édite un journal, des ouvrages ; les diffuse ; gère une radio ; que des initiatives originales (comme une école libertaire) soient lancées par un ou des individus, un ou des groupes ou la Fédération tout entière : c'est possible et ça prouve au moins que l'organisation vue par les anarchistes, ça marche.

Ouf! Il n'est pas nécessaire de saborder la F.A.!

Un anarchiste, c'est aussi un homme ou une femme évoluant souvent dans le camp des opprimés. Comme les autres, il a ses soucis quotidiens, ses factures, son A.N.P.E. ou son patron et les horaires et les trajets et, et, et... Alors, il résiste, se bat et pour cela, il se mêle aux autres, il s'organise avec eux. Si son comportement est celui d'un anarchiste dans ses actes et dans ses propos, alors les autres, ses frères et sœurs de misère finiront par l'entendre.

Pas de confusion

Ayons, à visage découvert, un grand débat entre anarchistes. Allons au fond des choses. La colère et le manque d'horizons peuvent être le moment à saisir. Ils peuvent aussi être le chemin vers une longue nuit. Il y a donc urgence; mais par pitié, cessons d'entretenir la confusion.

Une organisation du type de la F.A. n'a pas vocation à être une organisation de masse et n'a donc aucun programme préétabli à défendre. Sa vocation est d'être un outil au service des anarchistes pour mener leur combat.

Un syndicalisme anarchiste n'est pas une F.A. bis déguisée en syndicat (9).

Les organisations syndicales ne sont pas à notre goût? Soyons dedans pour

ceuvre à ce que la base fasse trembler, puis s'écrouler les sommets.

Au moment où l'on commence à voir la responsable d'une grande centrale syndicale se faire virer d'une manifestation par les travailleurs, il est bien dommage que les anarcho-syndicalistes en soient toujours là, non ?

Bruno Daraquy

(1) M.L. Hors Série n° 5 - Nov. 95 - Spécial 100 ans

(2) Sauf, bien sûr, toutes les nombreuses "expériences" que nous connaissons et qui furent de trop courte durée, noyées dans le sang et ignorées de l'histoire officielle.

(3) Lire l'édition du Monde diplomatique d'août 1996 "Septembre Rouge".

(4) Monde diplomatique, août 1996, pages 6 et 7 "Guerre aux pauvres".

(5) Monde diplomatique, août 1996, pages 16 et 17 "De l'idéologie aujourd'hui".

(6) M.L. Hors Série n° 6 - été 1996

(7) Lire à ce sujet *Cosvans Alternatif*, Supplément, février 1996 - Numéro spécial Espagne 36.

(8) Francesco Saverio Merlino - "Nécessité et base d'une entente" - Bruxelles - 1982.

(9) La C.N.T., en France, est un bon exemple; dans le mouvement libertaire, c'est une organisation connue, solide, sérieuse, respectée mais dans le mouvement ouvrier, qu'est-elle?

DIALOGUER... DEMANDER... NEGOCIER... QUAND NOUS SERVIRONS-NOUS ?

Organisées ou instinctives, les luttes au sein des entreprises ne seraient-elles pas que des leurres, des dérivatifs regardés par nos employeurs comme des jeux qui nous détourneraient du vrai problème.

N'y a-t-il pas quelque aveuglement à bouger en masse pour la revalorisation - quand ce n'est pas le maintien - des salaires ou pour l'amélioration des conditions de travail ?

N'y a-t-il pas quelque inconséquence à vouloir adapter ce qui n'est, et ne peut être, qu'un esclavage financier, en acceptant pour interlocuteurs des hommes qui ne nous veulent que productifs ? Quelle est la place de la grève dans un monde de sur-stockage ?

La question n'est pas neuve et on peut s'étonner qu'en 1996 l'évidente vanité du dialogue entre esclaves et maîtres reste d'actualité.

A toujours vouloir adapter le monde du travail, le risque est grand de perdre de vue que seule l'expropriation et la prise en charge de la production pourront nous faire sortir de l'enfer quotidien.

Tant que nous produirons pour que d'autres engraisissent, tout le blabla syndicaliste paritaire à la masturbes-moi le consensus me semblent ne pouvoir être que des jeux de société bien confortables pour nos sangsues patronales.

Alain L'Huissier
Groupe de la Villette

que ça change ! Evitons de trop nous prendre pour je ne sais quelle avant-garde éclairée du prolétariat.

Si les anarcho-syndicalistes veulent avancer, qu'ils fassent du syndicalisme avec tous, pas entre eux!

Qu'ils aillent à la confrontation avec les directions syndicales (elles n'ont jamais été aussi faibles), qu'ils travaillent à la réunification syndicale. Qu'ils

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM Transport Presse

Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
J'autorise l'établissement titulaire de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.	
Date	Signature obligatoire
IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.	
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Etabli. Codes	Guichet N° de compte

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08 Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

LES STRAPONTINS

Amalgame et confusion à propos d'un sale faux débat

Quelques rappels de bon sens

Antisionisme ≠ antisémitisme ≠ révisionnisme.

Même s'il l'est souvent, un révisionniste n'est pas nécessairement antisémite : il y a par exemple les « chercheurs » fous qui soutiennent la thèse révisionniste par monomanie rationneuse. De même, un antisémite n'est pas toujours un révisionniste, au contraire : il s'en trouve - et ils sont hélas trop nombreux - à se réjouir de la Shoah et qui vont même jusqu'à souhaiter l'achèvement du projet; ils peuvent se réjouir également qu'il y ait un « État racial et théocratique israélien pour y foutre tous les juifs ». Ils ne sont donc pas non plus antisémites.

Il y a donc des révisionnistes pas nécessairement antisémites, et des antisémites ni révisionnistes, ni antisémites. Il y a aussi des révisionnistes antisémites et antisémites; des antisémites révisionnistes et antisémites; des antisémites antisémites non révisionnistes, des antisémites antisémites non révisionnistes, des révisionnistes antisémites non antisémites, des antisémites révisionnistes et antisémites, des antisémites révisionnistes et antisémites, probablement encore d'autres cas de figure, quelques ratons laveurs...

... et des antisémites ni antisémites ni révisionnistes. Et écrire par exemple « La reprise de cette vieille lune de l'extrême droite d'une presse aux mains des juifs » comme le fait Alain

Bihl (*Golias*, n° 47) quand il dit « Toute la presse sioniste (c'est-à-dire à peu près toute la presse!)... » (*La Jeune Taupe*, nov.-déc. 1980), c'est ignorer qu'il y a des antisémites qui considèrent, à tort ou à raison mais sans devenir pour autant antisémites ou révisionnistes, que toute la presse, à quelques titres près, soutient la politique de l'État israélien.

Les anars, la loi et la morale

Nous n'avons besoin ni de vérité officielle, ni d'Histoire officielle, ni de lois les protégeant et de magistrats qui les appliquent, pour reconnaître un salaud, un propos raciste, une manœuvre immonde ou une arrière pensée abjecte, d'où qu'elle vienne et quel que soit son but; pas plus que pour reconnaître les arguments nauséabonds qui font les causes douteuses.

De plus, anarchistes, nous n'avons de leçons d'antiracisme ou d'antifascisme à recevoir de personne. Non que nous soyons plus vertueux que d'autres, mais la liberté que nous revendiquons pour tout être quel qu'il soit nous amène à n'accorder aucune validité aux notions d'âge, de sexe, d'origine ou de culture et à refuser toute massification des individus sous quelque bannière ou « valeur » que ce soit. Mieux, nous dénonçons toute pensée qui s'appuie sur ces notions et les combattons.

Il relève donc de la mauvaise foi retorse, du faux procès transparent et de l'arrière pensée

la plus cynique d'amalgame notre anti-étatisme et notre anti-impérialisme - partant, notre antisémitisme - même en y ajoutant nos convictions et combats antireligieux, à de l'antisémitisme ou aux prolégomènes du révisionnisme.

Qu'il y ait des tas de gens qui traversent différentes organisations pour échouer (et c'est bien le mot qui convient) ici ou là n'a jamais prouvé et ne prouvera jamais rien d'autre que leur inconsistance, leur versatilité, leur médiocrité - voire leur opportunisme, et, selon la durée de leur passage, l'état de clarté ou de confusion de ceux qui les entourent.

Qui cherche à prouver quoi, et pourquoi?

Il n'est certainement pas vain de penser que le réformisme social-démocrate, à bout de souffle et sans propositions séduisantes, sans même la possibilité, après quatorze années d'expérience des affaires (là aussi, c'est le mot qui convient), de vendre l'illusion d'une rupture, ait besoin, pour apparaître comme la seule alternative, malgré un assourdissant silence en novembre-décembre 1995, de disqualifier tous ceux qui pourraient représenter (et ont représenté durant cette même période de novembre-décembre 1995) une contestation de l'ordre social et économique, et de son rôle de gestionnaire intéressé de ce monde, d'autant que la perspective d'une nouvelle cohabitation se présente à lui pour 1998.

Ce réformisme social-démocrate est également l'allié, quand il n'est pas le support, voire l'acteur, du néo-cléricalisme et, sur cette question, la même perspective lui fait prendre un profil particulièrement bas. Or les contestataires de l'un sont également les ennemis radicaux de l'autre fer de lance de la mobilisation contre la reconquête cléricalle (de la manifestation pour le droit à l'I.V.G. et contre l'ordre moral à la mobilisation contre la venue de Karol Wojtyła).

Le faire-valoir négatif, le repoussoir idéal est alors tout trouvé et il ne manque plus, pour ourdir le complot, mais pour être la cheville de cette sale petite affaire, que quelques individus, quelques amertumes, quelques ambitions qui, pour enfin jouer avec un délicieux frisson dans la cour des grands (grands auteurs, grands journalistes, grandes figures du vilain cirque médiatico-politique...), n'auront qu'à payer leur ticket d'entrée en livrant à la presse bien-pensante des conversations, des correspondances privées, des confidences.

L'une des étapes décisives de la reconquête cléricalle est pour cet automne, les législatives de 1998; on n'a pas fini de voir les égoutiers de l'Histoire traquer les fourvoyés et jouer les sycophantes dans la pose des défenseurs de la vertu politique et morale. Contre quelques espaces dans des journaux « prestigieux », quelques coupe-file dans les rangs des serveurs, quelques strapontins...

Groupe Maurice Joyeux

Menace d'expulsion de la CNT du 33 de la rue des Vignoles Report de l'audience au 4 octobre

A la demande des avocats de la CNT, le jugement en référé déposé par la Ville de Paris à l'encontre de la CNT, afin de pouvoir expulser cette dernière des locaux confédéraux de la rue des Vignoles, qui devait avoir lieu le mardi 27 août, a été reporté au 4 octobre prochain.

Les militants de la CNT qui firent le compte rendu de cette péripétie judiciaire ne cachèrent pas leur inquiétude : la mairie de Paris paraît déterminée à faire place nette dans les plus brefs délais, pour des motifs de promotion immo-

bilière sans doute mais surtout pour annihiler ce lieu devenu bien connu de la contestation sociale.

Des initiatives de résistance commencent à se mettre en place. Un appel à la solidarité sera envoyé aux organisations syndicales, sociales et politiques. Et une première manifestation sera organisée le 14 septembre, dans l'après-midi.

Dès à présent, on peut envoyer les messages de soutien et les souscriptions, à CNT, bureau confédéral, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

En bref

■ Pour contacter le groupe Spartacus de Clermont-Ferrand, écrire à la Plume noire (19 rue Pierre Blanc - 69001 Lyon) qui transmettra. Le n° 5 de Spartacus est sorti; vous pouvez l'obtenir contre un timbre.

■ Création d'une liaison FA sur La Seyne-Saint-Mandrier. Contact : Publico (RI).

■ Vient de sortir : *Compil' de soutien à une école libertaire : Bonaventure. Avec Condense, Barbarins Fourchus, Happy Anger, Madovsky, Jolly Ho-Ho's, etc. K7 90 mm avec livret : 30 F port compris (disponible fin septembre).*

MIM, c/o Marie Laure Diaferia, 15, hameau de Bouvardière 38340 Voreppe

■ Dimanche 15 septembre à Merlieux (Aisne) : « le village du livre »
Au programme : foire aux livres, ateliers autour du livre, contes avec Jean-Pierre Chabrol, vente de produits campagnards, animations, dédicaces et débats avec des écrivains (R. Deforges, A. Boudard, J-P Chabrol, S. Japrisot, N. Chatelet, F. Rey, J-J Pauvert, P. Wiazemski, B. Werber, C. Clément, P. Cornuel. C'est aussi une fête communale avec diverses animations.

ATTENTION LES ENFANTS!

Si le vilain monsieur vous offre des bonbons à la sortie de l'école, vous risquez de vous transformer en James Bond plus tard, quand vous serez vieux. Vous en avez été prévenu à Stockholm.

Plus sérieusement, et sans vouloir défendre à tout prix les pédérastes, il me semble qu'une condamnation globale des relations érotiques entre majeurs - et donc responsables - et mineurs - irresponsables par définition - relève de la plus haute fantaisie et/ou du crime d'entrave à la liberté d'aimer.

S'il est toujours ignoble d'abuser d'enfants (comme d'adultes d'ailleurs), que ce soit lors de vacances à Bangkok ou à Manille, ou, plus surnois, dans le cadre familial, il me paraît odieux de refuser d'admettre qu'une réelle relation amoureuse puisse lier des individus se trouvant de part et d'autre de la fatidique et absurde barrière de la majorité. Ce n'est pas en vertu des différences d'âge que nous pouvons juger d'une sexualité, mais uniquement en fonction du désir. S'il y a réciprocité dans le sensuel et l'affectif, je ne vois pas de raison pour que le plaisir soit interdit au nom de quelque principe moral et passéiste que ce soit.

Alors que le Pape est sur le point de nous rendre visite avec ses discours criminels contre la capote, ses délires anti-avortement et son opposition aberrante à toute forme de contraception, je suis gêné par cette soudaine effervescence journalistique et étatique autour de la pédophilie.

J'en viens à craindre que demain on interdise les représentations de *Roméo et Juliette*, que l'on nous interdise d'admirer les peintures de Michel-Ange ou qu'on nous interdise la lecture de *Lolita* au nom d'une morale dont le but inavoué est de nous briser à grand renfort de frustration et de puritanisme... Ça s'est déjà vu.

Allez, bonne nuit les petits, et à la semaine prochaine.

L'Atèle
1^{er} septembre 1996

abonnez-vous!

Solidarité avec les sans-papiers

suite de la première page

papiers en lutte ; il est pour eux une source d'enthousiasme et de bonheur. Les habitants du quartier ont été, dès le début, magnifiques de solidarité, sous toutes ses formes : nourriture pour les familles, produits nécessaires aux bébés, toilettes, douches, téléphone ; ils ont également laissé sans protestation bloquer la rue par les tentes du comité de soutien.

Pierre, un autre témoin qui était à l'extérieur lors de l'assaut, raconte que de minute en minute le nombre de protestataires gonflait spectaculairement et qu'il n'y avait pas que des militants d'association, que les habitants du quartier étaient très nombreux à se mobiliser.

« Les décisions étaient prises par le conseil des familles, poursuit Camille. Il se tenait tous les soirs - ou plus si événements importants - dans trois langues : le bambara, le soninké et le français pour ceux qui ne connaissent aucune des deux premières langues. Les personnes extérieures n'y assistaient pas mais, une fois les décisions prises, elles étaient transmises à tous par les délégués.

« Le comité de soutien et les individus solidaires se réunissaient pour leur part, avec les délégués afin de décider des modes d'action. Chaque fois que le comité de soutien, une association, ou un individu souhaitait afficher une déclaration, les délégués se prononçaient. Il y a parfois eu des dérapages et une absence de respect des sans-papiers en luttant, notamment par « le Bolchevik » qui fut (brièvement) affiché sans accord.

« A un certain moment, les associations et syndicats ont fait pression sur les délégués pour faire cesser la grève de la faim, parce que cette action risquait de déplacer les limites de la revendication démocratique (leur faudrait-il en faire autant pour leurs autres revendications ?). Quand je leur ai demandé ce qu'ils proposaient en remplacement

calme lors des événements difficiles. Quand les militaires ont donné l'assaut, le père célébrait un office religieux et lisait le célèbre discours de Martin Luther King « J'ai fait un rêve ». Ça remet en place les discours humanistes et les prétendus valeurs de ce pays.

« Nous avons été prévenus de l'assaut par téléphones portables, des gens appelaient pour dire qu'il y avait tant de cars à la gare de l'Est, tant à Barbès, tant à la gare du Nord, etc. On a rangé les affaires, regroupé les femmes et leurs enfants dans la nef. Tout le monde était très calme. Youssouf, expulsé depuis, a demandé à tous de rester dignes, puis on a entendu les sifflets, les coups de bélier dans les portes, les coups de

passé et nous demandaient des informations. Quand nous sommes sortis un par un, les flics communiquaient les messages des uns aux autres ; il y avait une ambiance du 18 mars 1871, quand les forces de l'ordre ont mis la crosse en l'air.

Quand j'ai pu repasser à l'église, tout avait été dévasté.

« Durant la manif du soir, très vite le mot d'ordre d'aller au centre de rétention de Vincennes est apparu - les responsables syndicaux disaient qu'il fallait d'abord se réunir pour en discuter... Arrivée place de la Nation, une bonne moitié de la manif a continué sur Vincennes aux cris de « Libérez les sans-papiers ». Là-bas, il y avait beaucoup de police, de CRS, de gars mobiles, de RG - tous ensemble ! Ça a été chargé, reculs, nouvelles avancées, re-charges, grenades lacrymo - avec tirs tendus - et traque au projecteur dans le bois de Vincennes. Certains sont restés et ont passé la nuit devant le centre. Ceux qui

revenaient vers Paris ont été harcelés et provoqués par des flics en voiture. J'ai vu une toute jeune fille répondre à la provocation : la voiture s'est arrêtée, un flic est descendu et la fille a été très violemment frappée.

Dans le centre, les militaires avaient confisqué toutes les radios aux sans-papiers ; lors de notre approche, ils neutralisèrent également le poste de TV. Mais les sans-papiers nous entendirent crier depuis l'extérieur. Ils étaient émus, mais ne pouvaient rien faire.

Dans la manif du 28, autour des djembé (tambours), il y avait les hommes de Saint-Bernard. La lutte n'est pas finie, même s'il manque Cissoko, Youssouf, expulsés, d'autres encore à ce jour. La solidarité non plus n'est pas finie ; c'est un combat de la dignité et de la liberté contre ceux qui se vautrent, avec leur lois, dans le mépris et la haine.

propos recueillis par Jean (groupe Maurice Joyeux)

Le chant des partisans de saint-Bernard

(sur l'air du chant des partisans)

Immigré, t'as donné ta sueur & ton sang pour la France ;
Puis l'on t'a dépouillé de tes droits, condamné à l'errance.
L'armée dans les gares, dans les rues sur les boulevards, les matraques...
Au nom du pouvoir, ils vous raflent dans le noir, et ils tapent.
Ohé, Sans-Papiers, Citoyens du monde entier, vigilance !
Le pouvoir brutal déshonore les valeurs de la France.
La Fraternité, la Liberté l'Égalité en souffrance.
Ce devoir sacré, nos ancêtres l'ont dicté ; RÉSISTANCE !!!
Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ?
Ami, entends-tu ces cris sourds du pays qu'on enchaîne ?
Il nous faut briser les barreaux des prisons pour nos frères.
Il faut, tous ensemble, empêcher le départ des charters.

dans le rapport de force avec le gouvernement, il n'y a pas eu de réponse ; il est certain que les syndicats ont cherché à tirer leur épingle du jeu, mais aucun n'était prêt à s'investir par le plus petit appel à la grève.

« Je voudrais dire un mot sur la religion, qui a beaucoup joué. Le père Coindé a immédiatement donné son accord à l'occupation de son église, contrairement à l'évêché, qui s'y est mis tardivement (NDLR : lisons les déclarations de Lustiger depuis l'assaut). Il accueillait un moine bouddhiste qui venait quotidiennement prier avec et pour les sans-papiers. Durant les prières et les offices catholiques, les musulmans sortaient leur tapis de prière. Ce phénomène de tolérance a beaucoup joué, aussi bien sur la solidarité que pour le

l'assaut, dès qu'il y a eu une brèche dans la porte, les militaires ont balancé les gaz lacrymogènes ; le service d'ordre a été très violemment brutalisé. Un autre témoin, à l'extérieur, raconte que des personnes se sont allongées devant les cars, mais les motards de la police leur ont roulé dessus pour les faire dégager. Très vite, dans le quartier, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, puis quelques milliers.

« Après l'assaut, les hommes ont été séparés des femmes et enfants, les noirs des blancs. J'ai été ramassée la première, puis nous sommes restés trois heures dans le fourgon, à être baladés d'un commissariat à l'autre - d'abord celui de la Goutte d'Or, puis à Louis Blanc. Le garçon qui était à côté de moi, membre du service d'ordre de l'intérieur de saint-Bernard, avait le bras brûlé par un jet de gaz. Dans le car nous chantions le Chant des partisans ; les flics étaient mal, c'était un acte de résistance et ils le sentaient. De même, au commissariat, ils ne savaient pas comment ça c'était

Déclaration de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste tient à exprimer sa solidarité avec les immigrés, en lutte ainsi que son indignation devant l'intervention musclée des forces de l'ordre à l'église Saint-Bernard. Les immigrés, bouc-émissaires de toujours, sont de plus en plus l'objet de tracasseries administratives intolérables, dégradantes et humiliantes. Traqués, pourchassés, expulsés, l'Etat leur fait porter le chapeau de la crise. Persuadés que le racisme et la xénophobie ne sont pas une fatalité, nous invitons tous les individus épris de justice et de liberté à se mobiliser et à soutenir activement tous les immigrés en butte à l'arbitraire administratif, derrière lequel se cachent ceux qui veulent faire oublier leur responsabilité dans la montée de la misère et de l'exclusion.

Au-delà de ces événements, qui ne manqueront pas de se reproduire, il faut rappeler que ce sont les inégalités économiques et sociales qui sont la cause des flux migratoires croissants dans le monde entier. La classe politique, de droite comme de gauche, règle la question à sa manière : par la violence et l'exclusion. Les expulsions à la mode Pasqua/Juppé ont le même goût amer que les charters d'Edith Cresson.

Il y a urgence à lutter pour la construction d'une société fondée sur la solidarité et sur l'égalité économique et sociale à l'échelle de la planète, c'est la seule solution à la question de l'immigration et de l'exclusion. La classe politique qui récupère ou qui expulse, suivant qu'elle se trouve au pouvoir ou dans l'opposition, n'est aucunement porteuses de ces espoirs.

C'est aux femmes et aux hommes du monde qu'il appartient d'imposer l'entraide à la place de la charité, le développement solidaire au lieu de la sauvagerie capitaliste.

Licenciements prétendument économiques à Liberté Le Havre dimanche Menaces sur le pluralisme de la presse en Haute-Normandie

Le comité pour les libertés syndicales du Havre (1) nous informe que la direction de Liberté Le Havre vient de licencier deux de ses journalistes, Carole Gervais et Pascal Colé.

Le motif invoqué officiellement serait d'ordre économique. En fait, nous savons que ces deux journalistes étaient dans la ligne de mire de leur direction depuis juin 95. A cette période, ils étaient candidats du syndicat national des journalistes (SNJ) aux élections de délégués du personnel de leur entreprise. Des candidates « libres » bien vues de la direction ont gagné ces élections entachées d'irrégularités.

Après une série d'incidents caractérisant une scandaleuse discrimination anti-syndicale dans l'entreprise (Pascal Colé a été mis à pied pour avoir participé à une manifestation contre le plan Juppé), nous pouvons nous demander si les journalistes ont le droit d'être des citoyens à part entière.

Licenciés comme des malpropres, Carole Gervais et Pascal Colé ont été sacrifiés sans ménagement. Aucun reclassement ne leur a été proposé dans le groupe de feu Hersant. Après leur départ, la direction a changé précipitamment les serrures des locaux de la rédaction... On se demande bien pourquoi !

Pour justifier le caractère économique des licenciements, la direction de Liberté Le Havre Dimanche a décidé de supprimer les trois pages régionales que Carole Gervais et Pascal Colé réalisaient sur les cantons de Montvilliers, Bolbec, Lillebonne, Saint-Romain, Fécamp, Etretat, Criquetot, Goderville. Comme on le voit, la direction prend en plus le risque de porter atteinte au pluralisme de l'information en réduisant le choix offert aux lecteurs.

Des attitudes particulièrement chocantes dans un journal qui porte le beau nom de « Liberté ». Sommes-nous en présence d'un épisode qui annoncerait un feuilleton mouvementé dans le paysage médiatique haut-normand ?

Nous, militants syndicaux, politiques, associatifs ou simples lecteurs, protestons vigoureusement contre l'atteinte aux libertés syndicales au sein de Liberté Le Havre Dimanche comme partout ailleurs. Nous protestons également contre toute mesure qui conduirait à diffuser uniquement des informations concoctées par des journalistes « syndicalement corrects ».

(1) Comité pour les libertés syndicales, 44, rue Ventenat, 76600 Le Havre.



CONFLIT DES MINEURS AU CHILI

LE MATIN du 6 juin, nous sommes arrivés à Lota avec les compagnons du Groupe d'Agitation Syndicale «Solidaridad Obrera» (section AIT de Concepcion). Immédiatement nous sommes allés signifier notre solidarité aux compagnons en grève de la faim qui font partie des 97 licenciés dont la réintégration immédiate est la revendication principale de cette grève et de cette occupation des mines.

Ensuite, nous sommes allés rejoindre les autres compagnons mineurs, lesquels nous ont accueillis chaleureusement (comme c'est souvent le cas sous ces froides latitudes) ; nous leur avons lu, tant en assemblée de surface que de puits, le communiqué envoyé de l'AIT et les réponses de solidarité reçues. Ces saluts et messages de soutien ont donné du courage aux mineurs, qui y ont vu que l'intérêt suscité par leur conflit dépassait le simple cadre de leur pays. Plus tard, cela a été communiqué aux visiteurs et aux compagnons qui arrivaient de tout le pays apporter leur soutien à la lutte légitime des mineurs de charbon.

Nous avons fait le tour des 25 cantines collectives de la mine, écoutant les uns et les autres. Il faut souligner qu'en ce moment ce sont ces cantines communes qui maintiennent la grève, puisqu'elles nourrissent les mineurs ainsi que leurs familles. C'est pour cette raison qu'une de nos préoccupations est leur soutien. Pour ce faire les compagnons du Groupe d'agitation syndicale ont collecté argent et nourriture dans les rues piétonnes de Concepcion.

L'autogestion de la mine suscite l'intérêt des mineurs en tant que solution possible. Nous avons parlé avec eux de l'anarcho-syndicalisme, en informant ceux qui ne connaissent rien sur ce sujet.

Des compagnons de radios libres de Santiago (notamment Radio Popular La Granja, à laquelle participent des compagnons libertaires) transmettent depuis le 3 juin en direct de la mine occupée de Lota y Coronel. Les familles des mineurs participent aux programmes, et aux interviews des grévistes de la faim ainsi que des occupants de la mairie de Lota, ville entièrement sous le contrôle des mineurs. Les flics restent en dehors de la cité car suite à un dur affrontement avec les mineurs, ils ont pris note de ce que leur proximité pouvait leur coûter.

Le 7 juin, dans la ville de Concepcion, ont eut lieu plusieurs manifestations de soutien aux grévistes ; l'une d'entre elles menée par les élèves du secondaire en solidarité avec les enfants de mineurs qui voient compromise la poursuite de leurs études si leurs parents sont licenciés définitivement.

Le même jour eut lieu une assemblée de l'Union régionale de la CUT (Central Unitaria de los Trabajadores - PS/PC/Démocrates chrétiens) qui essaya de minimiser ce qui se passait à Lota.

Les protestations ne se firent pas attendre : des compagnons du Comité de solidarité avec les mineurs de Lota ont déployé une banderole « Pour le droit au travail ! Pour la réintégration

des mineurs ! », en l'accompagnant du slogan : « En avant ! En avant ! Grève générale maintenant ! » Cela eut pour effet de changer le caractère de la réunion puisque les dirigeants de l'UR de la CUT se sont vus obligés de céder la parole aux représentants des mineurs en lutte. Le premier à s'exprimer fut le délégué du Sindicato n°1, qui après avoir exposé la situation à laquelle étaient confrontés les mineurs, rejoignit l'appel du Comité de solidarité pour une grève générale régionale, et appela à la marche prévue le mardi 11 juin en direction de Santiago (capitale), afin d'exiger du gouvernement une solution rapide au conflit, et de la CUT, une grève générale sur le plan national.

Cette assemblée se conclut par un appel à une manifestation immédiate de siège de la CUT au centre de Concepcion. Les carabiniers essayèrent d'empêcher la manifestation, et les dirigeants de la CUT de la négocier, mais la base ignora la présence policière et continua d'avancer. La CUT accepta de faire cette manifestation et l'idée d'une grève régionale dans les jours à venir.

Bilan de l'action de la section de l'AIT dans ce conflit

En résumé, le travail réalisé est très positif, surtout dans la mine et à Concepcion. Il y a eu la création du Comité de solidarité avec les mineurs de Lota, qui a eu une participation remarquable dans le soutien du conflit. Diverses

organisations sociales, politiques, et syndicales, d'idéologies diverses composent ce comité. Les compagnons ont développé leur travail à différents niveaux : au plan syndical avec le Groupe d'agitation syndicale, et auprès de la population avec des groupes de jeunes et d'étudiants dont la présence aux manifestations et surtout le soutien aux mineurs ont été très notables. Nous avons favorisé la discussion, la prise de décision par la base, la solidarité ouvrière et l'action directe. De notre côté, nous sommes sortis de notre passivité et rapprochés de l'action syndicale en suivant le chemin que prenait l'ensemble des mineurs, en les renforçant et en nous renforçant dans nos convictions anarcho-syndicalistes. Dans ce sens, nous avons gagné le respect et l'amitié d'une grande partie des ouvriers de la région, notamment dans la zone charbonnière.

Nous cherchons à coordonner les différentes grèves existantes dans la zone (comme par exemple celle des laboratoires Pasteur qui en sont à leur septième jour de conflit), avec l'intention de fusionner tout cela dans une grève générale de soutien à Lota. Une coordination syndicale émerge, dans laquelle se trouvent des compagnons de Concepcion, Chillan, Temuco, et Santiago. Dans un proche avenir sera créée l'Union régionale AIT du sud.

Quant à nos faiblesses, il faut noter le problème majeur posé par les conditions de pauvreté des compagnons, tant ceux de Concepcion que ceux de Santiago, et en général de tout ceux qui sont proches de l'anarcho-syndicalisme.

Cela gêne un développement plus positif de notre travail. Par exemple, nous n'avons pas nos propres moyens de propagande ni de communication. Nous avons donc un besoin urgent d'une imprimerie ou d'une photocopieuse, ainsi que d'un émetteur FM. A cela s'ajoute le manque de locaux, ce qui nous fait fonctionner à la merci des bonnes dispositions des autres organisations ou dans les maisons des compagnons.

En dehors de cela, nous rappelons qu'en ce moment la solidarité avec les mineurs de Lota est urgente. Il serait positif de convoquer à des manifestations devant les ambassades et les consulats du Chili, ou d'envoyer des textes de soutien de sections de l'AIT afin de les faire parvenir sur la zone minière car il n'y a pas de communication directe avec la mine.

Fax : (56 41) 24 78 60
au nom de Eduardo Torres
Grupo de Agitation Sindical
«Solidaridad Obrera» AIT de
Concepcion
ou (56 2) 741 31 75
Sindicato de Oficios Varios de
Santiago - AIT

Souscription pour les cantines collectives :
Cuenta de Ahorros n° 34960585161
Banco del Estado de Chile
au nom de Evelyn Moreno T.

Section AIT de Santiago de Chile
Traducción de CNT n° 204

CAMPAGNE CONTRE L'IMPUNITÉ EN COLOMBIE

La Colombie est un pays saigné par l'impunité des crimes commis contre les « leaders » du mouvement social ; disparitions, assassinats, et tortures perpétrés par les organismes de sécurité de l'Etat. En mai 1995, Humberto Pena Taylor, étudiant en droit, est assassiné sur le campus de l'université nationale de Bogota. Il faisait partie d'un collectif libertaire qui luttait contre la privatisation et l'implantation du néolibéralisme au sein de l'Education.

Avant Humberto Pena, ce sont plus de 200 étudiants et professeurs qui, par leur opposition au régime, ont été victimes de la dictature civile colombienne.

A l'appel de l'A.I.T., une campagne de protestation et de solidarité avec les étudiants et les professeurs colombiens est lancée, sur les points suivants (à rappeler dans les courriers) :

1 - Selon l'article 23 de la CPC (Constitution), que soient rendues publiques les conclusions de l'enquête sur l'assassinat de Humberto Pena Taylor.

2 - Que soient jugés et condamnés les agents de sécurité de l'Etat qui ont été en relations avec l'homicide et la disparition de professeurs et d'étudiants colombiens.

Fax à adresser à : Dr Alfonso Valdiviezo S.
Fiscalia General de la Nacion
Bogota - Colombie
Fax : (19 57 1) 285 93 16

Ministerio de Justicia
Fax : (19 57 1) 281 63 84

Dr Jaime Cordoya Trivino
Defensoria del Pueblo
Fax : (19 57 1) 346 12 25

pour les relations internationales FA, Alain Marti

Tant de raison de nous réjouir...

Charette sur tous les fronts

Alors que le "processus de paix" semble remis en cause et qu'une nouvelle "guerre des pierres" est sur le point de se déclarer, le ministre français des Affaires Etrangères se réjouit de ce que la France serait devenue "la capitale du dossier du Proche-Orient" sous prétexte que les émissaires de M. Nétanyahou ont rencontré ceux de M. Moubarak à Paris. Cette semaine, M. Hervé de Charette se signale aussi à notre attention en exhortant les ambassades de France à venir en aide aux P.M.E. exportatrices... Cet homme ne manque décidément pas de nous amuser.

Vu à la télé

Des gens dansent et font la fête dans les rues de Grozny. La guerre serait finie en Tchétchenie. Tant mieux.

Cependant, peut-on être sérieusement rassuré lorsque l'on voit un Général en costume-cravate signer un traité de paix avec un "rebelle" en tenue de combat ? Mais que les chroniqueurs de guerre se rassurent, ils auront peut-être d'autres occasions de visiter la Tchétchenie ainsi que d'autres pays de l'ex-U.R.S.S. dans les cinq prochaines années.

La balade de Bill

Il semblerait que le président des Etats-Unis d'Amérique - qui joue de son image "Kennedienne" sait aussi de venir en aide aux P.M.E. exportatrices... Cet homme ne manque décidément pas de nous amuser.

crate qui condamne des millions d'individus à crever de faim.

Les vacances opportunes des soldats de Saddam

L'armée irakienne opère ce week-end au nord du pays. Les Kurdes vont encore mourir. Depuis les 100 000 disparitions des "opérations Anfal" en 1988 et 1989, on se demandait quand nous aurions la suite du feuilleton. On peut se réjouir, ici encore, de l'opportunité de cet événement au moment précis où M. Clinton (voir plus haut) aurait bien besoin d'une petite "guerre du golf" bis pour s'assurer une élection facile. Il est vrai que les vertus apaisantes sur les grognes populaires des marches militaires ont depuis longtemps été démontrées par les crâpules de tous pays et de toutes obédiences.

A.L.

abonnez-vous! abonnez-

REPAS DE FAMILLE À AYMARE

Cher Normann, Tu racontes le récent colloque de Grenoble dans *Graswurzelrevolution*, le mensuel des anarchistes non violents d'Allemagne, et tu parles de tes contacts avec des vieux militants : « Le récit de ces vies est pour moi la moisson la plus stimulante et la plus instructive des rencontres internationales. Il nous manque, en Allemagne, une génération de vieux anarchistes. Lesquels d'entre nous ont des parents anarchistes ? » Tu aurais aimé la rencontre d'Aymare, en ce mois de juin. Viens donc l'an prochain !

La ferme du Quercy, avec plus de cent hectares de terrain, a été achetée par la C.N.T. espagnole en 1939, avec des fonds pour les réfugiés obtenus par l'intermédiaire de Solidarité internationale antifasciste (S.I.A.). Elle devait aider les anarchistes exilés à sortir des terribles camps où ils étaient parqués pire que des bêtes : avec un emploi fixe ou factice, ils obtenaient des papiers et pouvaient retrouver leurs familles. Nombreux sont ceux qui ont été sauvés grâce à cette initiative.

De chacun selon ses moyens...

Après la seconde guerre, Aymare est devenue une collectivité agricole, sur le modèle de ce qu'on avait réalisé puis dû abandonner en Espagne. Mais plus encore : elle accueillait des anciens, des invalides, des mutilés qui pouvaient y vivre dignement. « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » : tous travaillaient, et les revenus de la terre et du jardin

étaient consommés en commun. Pendant longtemps, le seul revenu en espèces était constitué par les allocations familiales de deux des familles, distribuées aux vingt ou trente personnes qui résidaient là. Il a fallu enrichir la terre pauvre, diversifier l'activité : après la construction d'un pavillon pour les anciens - avec un équipement sanitaire d'avant-garde pour l'époque et pour la région - ont poussé un poulailler, un grand clapier à lapins. Des compagnons venaient depuis Toulouse ou Bordeaux pendant leurs congés ; certains quittaient leur travail pour passer plusieurs mois à travailler et à vivre à la colonie.

La solidarité restait en effet nécessaire pour que l'exploitation tourne. Depuis 1952, les Jeunesses libertaires y organisèrent leurs « Concentrations » d'été, camps de vacances et de travail où se sont retrouvées jusqu'à 400 personnes. On élargissait le chemin d'accès, on agrandissait la basse-cour, on nettoyait les granges. Le soir, sur la scène montée devant le bâtiment principal, troupes de théâtre, chanteurs et conférenciers se succédaient dans un méli-mélo de langues et de couleurs.

Le domaine a été vendu en 1963. A la mi-juin 1996, les animateurs du CIRAS de Bordeaux y ont convié tous ceux et celles à qui ce nom d'Aymare disait encore quelque chose. Quelle émotion ! Les plus anciens ne s'étaient pas vus depuis quarante ans ; des femmes et des hommes ont raconté l'enfance enchanteresse qu'il y ont vécue, sans le sou mais dans une grande fraternité, une parfaite égalité ; les

enfants étaient à la fête ; et le couple qui exploite aujourd'hui la ferme a participé à toutes les discussions.

Que représente l'expérience d'Aymare aujourd'hui, et pourquoi a-t-il fallu vendre ? Pour la famille Vergara, qui y a vécu à plusieurs reprises ; pour Valentin Montané, qui a organisé les premières rencontres, la colonie était viable, le communisme libertaire y était réalisé. Les responsables de la C.N.T. n'auraient pas dû y renoncer, malgré les sacrifices financiers que cela représentait. Angel Carballeira n'est pas d'accord : il fallait d'abord maintenir l'organisation, renforcer la lutte anti-franquiste. « Si la C.N.T. de 1910 avait créé des colonies au lieu de créer des syndicats dans les entreprises, il n'y aurait pas eu la révolution de 1936 ! »

Le propriétaire actuel a des arguments d'un autre ordre : « Écoute, Vergara, du temps que tu étais ici, la vente d'un litre de lait suffisait pour acheter trois timbres-poste. Aujourd'hui, il faut trois litres de lait pour un seul timbre... Tu ne peux plus vivre à trente, ni à dix sur une ferme comme celle-ci ». Laurent et Laurent, qui ont vingt ans et qui ne sont pas fils d'anars espagnols, voudraient aller plus loin : « On n'a pas d'avenir de travail : faut-il faire du syndicalisme étudiant ou chômeur, ou de l'autogestion à petite échelle ? Peut-on vivre dans un îlot de liberté au milieu de cette société ? A quoi servira l'organisation ? »

Allons donc plus loin. Gloria raconte que, lors de la dernière grève des chemins de fer, les cheminots auraient volontiers organisé un train spécial pour les femmes qui se

rendaient à une manifestation, mais ils n'en avaient pas les moyens techniques : la reprise des outils de production n'est plus guère possible avec la technologie et l'organisation actuelle du travail. Vicente déplore que la Sécurité sociale, l'assurance chômage aient rendu les gens si passifs qu'ils attendent tout de l'État, et que le syndicalisme ne fasse plus que gérer ces aumônes. Mais aussi, que les anarchistes comptent tant sur la spontanéité, valorisent tant le quotidien qu'ils ne donnent plus guère de place à l'organisation.

On oppose souvent les réalisations pratiques à l'organisation, les entreprises autogérées à la lutte syndicale. J'avais l'impression de poursuivre la discussion entamée une semaine plus tôt avec Mimmo, Ariane, Christian... Vous, en Allemagne, vous nous semblez très « performants » pour ce qui est des réalisations, communautés, entreprises, réseaux financiers alternatifs ; préparez aussi l'avenir avec vos enfants et ceux de votre entourage pour que nos valeurs se transmettent.

Les choix du mouvement libertaire espagnol en exil

La colonie d'Aymare a cessé pour une série de raisons. Des causes très pratiques : en 1960, les compagnons aînés ou handicapés avaient la sécurité sociale, un cadre familial ou affinitaire dans leur région, ils avaient moins besoin de ce havre. Et un des responsables était parti en laissant un gros trou dans la caisse - oui, ça arrive, même chez nous ! Des causes plus politiques ensuite : l'évo-

lution de l'agriculture, les directives du Marché commun rendaient les exploitations agricoles plus difficiles, poussaient à la spécialisation. Et, dans les années 1960, l'activité anti-franquiste relevait la tête. C'était la période de la campagne contre le tourisme, des alertes à la bombe dans les avions d'Ibérie et des attentats symboliques, c'était l'aggravation terrible de la répression, avec des peines de prison de centaines d'années, des condamnations à mort par le garrot. Le mouvement libertaire espagnol en exil a fait des choix. Il ne s'agit pas de dire aujourd'hui s'ils étaient justes, cohérents.

Dans toute son histoire, le mouvement anarchiste est actif sur plusieurs fronts à la fois, et la discussion entre spontanéité et organisation, entre syndicalisme et communisme libertaire se retrouve d'une génération à l'autre. Nous pouvons faire en sorte que ce soit là une des richesses de notre mouvement, non une cause de conflits ni de scissions.

J'ai dit aux Laurent qu'en arrivant je connaissais deux personnes ; une heure plus tard, j'étais chez moi parmi la soixantaine de présents. C'est une famille d'élection, qui peut avoir tous les défauts et toutes les qualités d'une famille ; à nous d'en faire ce que nous souhaitons. L'an prochain, il y aura peut-être un camping à Aymare, amenez vos enfants et vos grands-mères ! Ce sera une occasion de « réflexion permanente sur l'action directe », pour reprendre le titre de ton article.

Marianne Eckell

HÉRAULT : FRONDES ESTIVALES

Zones interdites

Avec le début de l'été, les arrêtés municipaux anti-mendicité ont fleuri un peu partout en France, en particulier dans les zones touristiques. Dans l'Hérault, après Béziers (droite), Sète (P.C.), le maire de Montpellier (P.S.) a fait connaître le sien (prêt depuis un mois !) le lendemain d'une bagarre « providentielle ». Tous ces arrêtés délimitent une zone et des heures où sont interdits : soit la mendicité, soit la consommation d'alcool, soit l'attroupement de chiens et/ou « l'occupation prolongée de la voie publique » (Sète). Ces mesures, prises quasiment sans concertation au profit des commerçants, ont suscité la protestation d'associations caritatives (réclamant des moyens pour les « exclus » au lieu des mesures d'exclusion) et l'action d'une coordination d'assoc. au niveau juridique et sur la ville.

Tous les arrêtés ont été attaqués au Tribunal Administratif, qui ne statuera pas sur le fond avant septembre, avec une demande de sursis à l'exécution pour « préjudice irréparable ». Le commissaire du gouvernement a donné le ton en approuvant cette demande sauf dans le cas de Sète (pas d'interdiction de mendicité, pas de discrimination) indiquant ainsi le modèle à copier, ce que se sont empressés de faire les maires déboués.

Dans la rue, la mobilisation a pris diverses formes : repas des gueux, le samedi, pour enfreindre publiquement l'arrêté, créer des liens entre associations et S.D.E., concrétiser des solidarités, interventions lors du Conseil Municipal de juillet : rassemblement national le 10 août avec la participation d'une douzaine de villes concernées et mise en place d'une coordination nationale.

Le prochain rendez-vous est pour le samedi 7 septembre à Millau (dont l'arrêté vient d'être suspendu) chez le Ministre de la coopération ! Reste à développer une réflexion sur le

fond qui offre des perspectives plus émancipatrices que le discours dominant sur l'exclusion.

Monoculture

Dès l'annonce de la tenue à la Grande Motte de l'Université d'été du Front National du 26 au 30 août, une centaine de personnes ont manifesté devant la mairie pour marquer leur refus. Le maire n'a pas daigné recevoir de délégation, déclarant à la presse que « Le Pen est ici chez lui ».

Les condamnations et protestations se sont développées tout l'été pour aboutir le 26 août à une manifestation de plus de 15 000 personnes. Cette mobilisation a obligé les Lépénistes à se faire relativement discrets, n'affichant qu'hors agglomération, invisibles en ville. Rien à voir avec la parade de Carpentras en novembre 1995 : il est vrai que, depuis, cette affaire a tourné en leur défaveur.

Ce n'est pourtant pas une victoire puisque dans le même temps, les sans-papiers de Saint-Bernard subissent de plein fouet une politique que ne renierait pas le F.N. : c'est d'ailleurs au cri de « Liberté pour les sans-papiers » que des manifestants ont tenté d'occuper le Palais des Congrès.

Condamner le F.N. sans condamner la politique d'immigration qu'il a adoptée les gouvernements successifs depuis 15 ans ne semble pas gêner les personnalités politiques, de droite comme de gauche, qui ont participé à cette manifestation. Peut-être parce que, au final, ils alimenteraient sans difficulté le thème très révélateur de l'Université du F.N. : la culture. Au-delà des discours de façade, nos valeurs sont celles qui nous font agir, et la liste de leurs actes (centres de rétention de Chesson ; lois Pasqua, Joxe...) nous laisse sans voix (électorale bien sûr).

Bob

LE PEN PORTE PLAINTE CONTRE LE MONDE LIBERTAIRE

Dans le courant du mois d'août, le directeur de publication et la rédaction du Monde libertaire ont été informés que Le Pen, au nom du Front national, avait porté plainte contre le journal de la Fédération anarchiste. Un dessin humoristique de notre hebdomadaire, paru en mai dernier, constituerait aux dires du triste sire que nous venons de citer — et le citer deux fois par article est bien suffisant, n'est-ce pas — un « délit de provocation non suivie d'effet à commettre une atteinte volontaire à la vie ».

Diantre ! on croit rêver. La campagne d'intimidation contre la presse antifasciste continue donc. Car il s'agit bien d'une campagne concertée qui vise à détourner la loi sur la liberté de la presse et à constituer, avec l'aide de magistrats complicés, une jurisprudence complaisante à l'égard des éléments les plus réactionnaires de l'Hexagone. Et qui entend les protéger non seulement contre les caractérisations politiques mal sonnantes mais également contre les plaisanteries au second degré — on sait que les croyants et les fanatiques n'apprécient guère la dérision et l'humour... noir.

Trop longtemps, on a cru que les nombreuses plaintes en diffamation contre des organes de presse émanant du FN et de ses satellites n'exprimaient que l'aspiration quasi névrotique de leurs dirigeants à la respectabilité, alors que ces recours à l'ordre judiciaire sont un commencement de prise du pouvoir, un pas vers le contrôle de la société par une organisation dont le chef vient de déclarer qu'il croyait à l'inégalité des races humaines...

André Devriendt, notre directeur de publication, qui marche allégrement vers ses cinquante ans de Fédération anarchiste, après que nous fûmes sortis des locaux de la police, raconte quelques-unes des difficultés que la presse libertaire avait rencontrées durant son siècle d'existence. En particulier, l'attentat à l'explosif que l'OAS organisa, au commencement des années soixante, contre le siège de la FA et du Monde libertaire.

Bien sûr, cette dernière remarque n'a aucun rapport avec les premiers paragraphes du présent papier.

« D...
de plusie...
révolution...
Elles so...
l'histoire...
Ces fen...
aujourd'...
l'apogée...
anarchist...
exemples...
nouvelles...
de travail...
du front...
Toutes...
nationale...
l'organisa...
en Espagne...
Succes...
première...
ouvrières...
guerre ord...
guerre ord...
plus juste...
aient été...
quement s...
révolution...
A ce jou...
visuel sur...
gnol. C'est...
dont l'idéal...
a duré tou...
qu'on les...
La vidéo...
Barcelone...
ont été incl...

CINÉ...
Q'U'it...
ter...
bric...
vail...
fam...
Ainsi Catherine...
philo, Daniel A...
une fille entre le...
Au lieu d'être...
Ma saison préfé...
rivaux amoureux...
incestueux, à l'o...
de voyou, de m...
film pourrait s...
représenter un c...
dans le ventre du...
C'est ce que

D...
L A DE...
Phili...
à pro...
des ce...
les textes et leurs...
leurs jeunes dest...
pour leurs collèg...
texte de Zola ext...
(recueil d'articles...
a été choisi pour...
technologique...
Au moment d...
m'emporter pou...
autres jurns elabor...
ciel ne nous est p...
main) admettent l...

De toda la vida

« DE TODA LA VIDA » est un document sur la vie de plusieurs femmes ayant activement participé à la révolution sociale pendant la guerre civile espagnole.

Elles sont les survivantes d'un moment unique de l'histoire mondiale.

Ces femmes à 70 et 80 ans, sont aussi dynamiques aujourd'hui qu'elles l'étaient dans leur jeunesse, à l'apogée de leur mouvement. Elles incarnent l'idéal anarchiste d'autogestion au travers de leurs propres exemples : elles s'éduquent, créent des relations sociales nouvelles basées sur l'égalité, collectivisent les centres de travail et organisent la vie quotidienne de l'arrière du front.

Toutes sont membres de la CNT (Confédération nationale du travail - syndicat anarcho-syndicaliste) l'organisation majoritaire de la classe ouvrière en 1936 en Espagne.

Suceso Portales (militante de « Mujeres libres », la première organisation indépendante de femmes ouvrières en Espagne) parle : « Nous ne faisons pas la guerre contre le fascisme comme nous aurions fait une guerre ordinaire ; nous luttons pour créer une société plus juste et plus humaine ». Bien que leurs réalisations aient été détruites par les fascistes en 1939, c'est uniquement sur le sol espagnol que de telles réalisations révolutionnaires furent une réalité.

A ce jour, « De toda la vida » est le seul document visuel sur le rôle des femmes dans le mouvement espagnol. C'est un portrait chaleureux de plusieurs femmes dont l'idéal d'une « société plus juste et plus humaine » a duré toute la vie. C'est dans leur vie quotidienne qu'on les voit aujourd'hui.

La vidéo a été tournée à Toulouse, Béziers et à Barcelone. Des documents d'archives (films et photos) ont été inclus dans le film.

QUARTIER

LA TÉLÉ DE QUAT'SOUS

LE RÉSEAU de diffusion parallèle du quartier d'Aligre est momentanément perturbé : No Zele TV vient d'être expulsé. Après quatre ans de bataille juridique, le locataire du 34, rue de Citeaux s'est vu refuser l'autorisation de reprendre le bail mixte de l'appartement qu'il partageait depuis dix ans. Les activités de No Zele TV y seraient-elles pour quelque chose ?

« A propos des médias... »

Contre les démolitions, la vie des quartiers !

Vive la lutte !

L'autre regard, vidéo-indigène !

Résistance zapatiste contre le néo-libéralisme !

Faites votre télé vous-même !

No Zele TV, « zone d'expression libre et égalitaire », crée en 1996 un « laboratoire de recherche sur la mémoire sociale et le rapport entre images et spectacle vivant ».

Comme Mediachaos, l'association est issue du mouvement Canal déchaîné, « média des critiques, critique des médias », fondé pendant la guerre du Golfe. Aux côtés de la Commune libre d'Aligre, de Peyot, ils organisent des rencontres « Ecran ouvert » (on peut apporter sa vidéo), des télévisions de quartier, ainsi

que Télé Bocal, et militent pour l'accès public : « mise à disposition pour tous de moyens techniques vidéo, libre accès à la diffusion sur un canal libre ».

Actions ponctuelles, piratages de panneaux publicitaires, No Zele TV filme, se filme, et surtout diffuse : la télévision de quartier, ce sont des reportages sur la vie du quartier, des projections régulières dans les cafés, les cours d'immeubles, les squats et les marchés. « Ce qui nous soutient, affirme Christian, c'est la confrontation avec le "populaire", c'est, la première fois où nous avons mis une télévision sur un marché, de voir la demande et l'enthousiasme des gens du quartier, c'est aussi la réussite des projections écrans "ouvert". La vidéo-thèque "consultable sur place" de No Zele TV comprend aussi bien des vidéos arts de Kiki Picasso que les films de Onze de Pique en lutte contre la destruction du 11^e. Interdiction de concert pour le bar rock Le Baron rouge, nuits d'accès publics, expulsions, les reportages de No Zele TV tissent une véritable chronique de la vie alternative de quartier. Les, ses archives de la « lutte ordinaire » sont actuellement empilées dans des cartons. « Nous sommes réduits à 100 %, constate

Lisa à son retour du Chiapas... Au pays de Tartuffe, les vieilles recettes, barrage par l'argent, refus de poursuite de bail, font toujours miracle : devant ce qui reste techniquement parlant l'expulsion d'une personne privée, au mois de juillet de surcroît, le silence et l'absence de réaction étaient garantis. »

En projet : création d'un atelier « vidéo-thèque »

En préparation : reportage sur les rencontres du Chiapas, filmées par Lisa.

Le réseau de diffusion de No Zele TV : le marché de la place d'Aligre et les cafés alentour, dont notamment le tabac de M. Chou, place d'Aligre, La Liberté, rue du Faubourg Saint-Antoine, le Gévaudan, rue d'Aligre, et bientôt le Baron rouge, rue Théophile-Roussel et l'Oreille cassée, 6 rue de la Main-d'or.

Pour tout contact : 43 45 26 64 (répondeur)

Michèle Rollin

CINEMA

LES VOLEURS d'André Téchiné

QU'IL SACHE faire des films, raconter des histoires, les réaliser avec brio, on le savait. Qu'il fasse travailler de préférence la même famille d'acteurs, on le savait aussi.

Ainsi Catherine Deneuve campe une prof de philo, Daniel Auteuil est flic et Laurence Cote une fille entre les deux.

Au lieu d'être frère et sœur comme dans *Ma saison préférée*, Deneuve et Auteuil sont rivaux amoureux. Laurence Cote a un frère, incestueux, à l'occasion, petit voyou. Familles de voyou, de mafia, familles, je vous hais : le film pourrait se situer sur ce fil rageur et représenter un coup de pied non conformiste dans le ventre du cinéma français.

C'est ce que Téchiné avait brillamment

démonstré avec *Les roseaux sauvages* où il mettait en place des jeunes et la guerre d'Algérie, le sexe et la perversité polymorphe de l'adolescence. Ici aussi, Téchiné aborde le sexe en lui donnant sa charge brutale, sa violence, et l'aspect fascinant de la manipulation des corps jeunes. Le regard le plus extérieur et le regard le plus proche et précis sont celui d'un petit garçon. Avec l'assassinat de son père s'ouvre le film. Il regarde ces « adultes » de ses yeux noirs et finira par jouer avec le plus jeune des voyous au jeu du grand frère. Point de tendresse dans *Les voleurs*, où l'on sodomise et viole. Leçon : l'amour tendre, on en meurt, ou on n'y a pas droit. Deneuve et Laurence Cote dans une baignoire, est-ce suffisant pour choquer les bourgeois ? Est-ce suffisant d'être

homosexuel(le) pour représenter l'affranchissement envers les idées convenues ? Fassbinder a bien montré que le ménage homosexuel n'a rien à envier au conformisme petit-bourgeois des couples hétéros. La radicalité n'est pas là où l'on croit...

Je la vois beaucoup plus dans une petite séquence, un petit chef-d'œuvre d'humour et de finesse : lorsque Catherine Deneuve fait un cours de philo sur l'argent à un petit voyou qui la raccompagne gratis en la promenant. Car il ne faut pas se faire repérer !

Quel film aurait-ce pu être, s'il avait privilégié cette férocité de l'ironie ! Au lieu d'idéaliser encore le petit monde du petit crime crapuleux.

Heike Hurst

RADIO LIBERTAIRE

L'émission « La philanthropie de l'ouvrier charpentier » samedi 14 septembre de 10 h à 11h30 recevra Isabelle Sebagh, auteur du livre *L'adepte - 7 ans dans la vie de la secte ISO ZEN*

Déshérités de Nouzon. Syndicalistes révolutionnaires... et autres anarchistes.

Des premiers pas de la CGT ardennaise aux « Déshérités » de Nouzon, de Taffet à Roger et Bouillard (parmi d'autres...), une conscience de classe aigüe et l'ardeur révolutionnaire imprègnent les luttes du prolétariat ardennais de ces « vingt glorieuses », 1890-1910.

On n'y va pas par quatre chemins : grèves après, sabotages, heurts avec la gendarmerie et l'armée, agitation vigoureuse par la presse et l'affiche et, au besoin, un peu de dynamite pour effrayer les bourgeois... (Presque) tous les moyens sont bons pour propager l'esprit révolutionnaire. Anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, socialistes insurrectionnalistes ou communistes (avant l'appropriation et la falsification du terme par le PCF), c'est au coude à coude que des prolétaires se retrouvent pour combattre les patrons, affronter l'État et son armée, la bourgeoisie et l'Église... et dénoncer les notables carriéristes qui parlent au nom du socialisme (Poulain et autre Bouter).

C'est ensemble aussi que s'organisent les soupes communistes pour nourrir les familles des grévistes, les collectes pour venir en aide aux victimes de la répression, les fêtes pour célébrer la libération d'un camarade ou l'anniversaire de la Commune...

Prenez-en de la graine et semez-la aux quatre vents. L'automne 1996 montre que le terrain peut être encore fertile.

Cette brochure de 104 pages est en vente à Publico au prix de

Dépolitisation, déculturation...

LA DÉPOLITISATION dont parle Philippe Val dans *Charlie Hebdo*, à propos des enseignants, atteint des combles... destructeurs pour les textes et leurs messages et, bien sûr, pour leurs jeunes destinataires, et destructeurs pour leurs collègues « de gauche ». Un superbe texte de Zola extrait de *La vérité en marche* (recueil d'articles concernant l'affaire Dreyfus) a été choisi pour l'épreuve de français du bac technologique.

Au moment du retrait des copies, j'ai dû m'emporter pour que les examinateurs des autres jurys élaborant le corrigé (puisque l'official ne nous est parvenu par fax que le lendemain) admettent le terme d'« engagement » au

sujet de la belle exhortation de l'auteur à la jeunesse... L'un d'eux, tenant bon, faisait semblant de ne pas comprendre, et comme j'élevais la voix lorsqu'il proposait à la place le terme « esprit d'entreprise » sans allusion au fond historico-politique, on m'a conseillé de parler moins fort...

Sur le corrigé officiel, une question s'assurait que les élèves avaient bien compris le fond du discours, rédigée en ces termes : « On valorisera les réponses qui se seront appliquées à distinguer les différents aspects de la mission et les arguments sur lesquels ils se fondent (détaillés dans le corrigé). Exemple : nécessité de construire l'avenir, devoir de mémoire, exigence de justice, ont

été barrés d'une grande croix avec la mention « erreur » et remplacée par une demande d'étude formelle du type de phrases : exclamative, interrogative, etc.

Il y a déjà plusieurs années, j'essayais de montrer dans mes articles comment le formalisme « pédagogique » pouvait entraîner désintérêt, découragement, voire désespérance... et pour certains, délinquance des élèves. Aujourd'hui, cela joint à l'enthousiasme de certains collègues d'histoire à faire une grande part dans leur cours à celle des religions, je me demande si un pas de plus n'est pas franchi vers la désinformation et la déculturation réactionnaires.

Marie-Claire Calmus

Sans papiers : Personnels des compagnies aériennes, laissez-vous faire ?

ADÉFAUT de pouvoir venir grossir les rangs de ceux et celles qui se sont opposés physiquement à l'expulsion des sans papiers de Saint-Bernard et qui ont marché sur le Centre de rétention de Vincennes, les libertaires lillois, ont décidé d'occuper les locaux d'Air France - Air Inter Europe.

En choisissant d'occuper le local commercial de cette compagnie aérienne, situé rue Faidherbe, les anarchistes lillois, squatters, autonomes, anarchopunks, membres de la Fédération Anarchiste, entendaient montrer que les rassemblements symboliques comme celui qui fut organisé le même jour par le Réseau contre les Lois Pasqua et toutes les lois anti-immigrés, Place de la République, étaient évidemment nécessaires mais ne suffisaient pas pour lutter contre la politique raciste de ce pays.

Pour contourner la difficulté de constituer un équipage civil, l'État français a certes affrété un Airbus A 310 de l'armée pour évacuer vers Bamako au Mali, dix-huit Zaïrois ; deux Gabonais ; vingt-deux Maliens

(dont quatre de ceux qui étaient en lutte dans l'église Saint-Bernard). Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, ce sont vingt-trois charters qui ont décollé des pistes. Les vingt-deux premiers étaient bel et bien civils.

Faut-il rappeler que l'utilisation des charters n'est en rien une innovation de Jean-Louis Debré ? Faut-il rappeler combien de charters ont été affrétés, depuis que la très socialiste Édith Cresson les a remis au goût du jour, par les différents gouvernements de droite comme de gauche qui se sont succédé durant les deux septennats de François Mitterrand ?

Il est regrettable que le personnel que nous avons rencontré se soit refusé à prendre position sur l'utilisation des avions de leur compagnie dans le cadre de l'ignominie raciste de l'État français. Les guichetières, puis les cadres venus en renfort, ont été incapables de s'écarter des lieux communs mâtinés de frousse et de soumission imbécile à la hiérarchie : « On ne fait pas de politique ! », « On n'est pas responsable », « Vous avez les idées que vous désirez mais exprimez-

les dehors et laissez-nous travailler ». Au bout du compte, l'encadrement décida de recourir aux forces de l'ordre pour nous expulser.

Cette occupation qui dura environ trois quarts d'heure, permit cependant de sensibiliser les passants au moyen de banderoles « Non aux charters », « Air France Boycott », apposées sur la vitrine et du tract suivant signé par la Fédération Anarchiste lilloise :

**« Direction, personnel :
laissez-vous faire
cette infamie ?**

Le gouvernement a expulsé ce matin de la manière la plus lâche et la plus brutale qui soit les sans papiers de l'église Saint-Bernard à Paris. Encore une fois, les compagnies aériennes risquent d'être complices de cet acte ignoble et de fournir des charters, comme cela se fait depuis que Pasqua et Cresson les ont mis au goût du jour, pour les expulsions à venir. Aujourd'hui nous protestons chez vous contre cette expulsion et ces actes de collaboration. Avez-vous à cœur de protester vous aussi et de rendre ces expulsions impossibles ou vous contenterez-vous de « faire votre travail » ? Laissez-vous faire de vos avions des wagons plombés ?

Après cette action, les libertaires ont rejoint le rassemblement unitaire. Mais fallait-il qu'au nom de l'unité, le Réseau contre les Lois Pasqua et toutes les lois anti-immigrés tolère la présence du Parti Socialiste, grand rédacteur des lois scélérates (circulaire Sauvè-Marchand, Création des Centres de Rétention Administrative, etc). Nous ne le pensions pas !

Pour rafraîchir les mémoires, la Fédération Anarchiste lilloise a distribué un deuxième tract remettant les pendules à l'heure.

Ce tract invitait également tous et chacun à prendre ses responsabilités pour ne pas « laisser passer une nouvelle fois cette attaque contre les immigrés, prélude à d'autres attaques tout aussi violentes contre chacun des habitants de ce pays. Chaque immigré « foutu dehors » nous rapproche un peu plus de la barbarie fasciste ! » et réaffirmait « notre attachement au Droit d'Asile, notre exigence de papiers pour tous les sans papiers, notamment pour ceux qui en arrivent à leur cinquantième jour de grève de la faim, notre exigence de voir abroger toutes les lois racistes et notre volonté de participer à l'avènement d'une société sans frontières où la liberté de circulation des individus sera devenue une réalité. Un monde où l'égalité économique et sociale serait effective. C'est à la mesure qu'il faut s'attaquer, pas aux immigrés ! »

Christophe FETAT
Adhérent individuel de la
Fédération Anarchiste lilloise

Jean Hédou
Administrateur du Monde libertaire

EN LATIN, EN ARABE, OU EN BASKETS
LA RELIGION OPPRIME



AFFICHE 5 F
l'unité ;
50 F les 50
exemplaires
(+10% de frais
de port).
Autocollants
20 F/100
Poster 20 F
(+7 F de port)
T-shirt 50 F
A commander
à : PUBLICO,
145, rue
Amelot, 75011
Paris.

La semaine prochaine :
supplément 4 pages :

**SOUHAITONS
LA MALVENUE
AU PAPE**

A G E N D A

mercredi 11 septembre

LYON : Réouverture de la librairie La Plume noire. 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon. Tél : 72 00 94 10. Permanences du mercredi au samedi de 15 h à 19 h.

Reprise des émissions d'Idees noires sur Radio Canut FM 102.2 Mhz tous les mercredis à 21 h..

samedi 14 septembre

PARIS-LORIENT-PARIS : Départ à 1 h du matin place de la République (arrivée à Lorient vers 9 heures 30)

A Lorient : Rendez-vous à minuit, le samedi soir, devant la salle Cosmao Dumanoir (arrivée à Paris vers 8 heures)

Les horaires de départ sont impératifs
Tarif (Aller-retour - repas non compris dans le prix du billet)
Adultes : 200 francs - Enfants : 100 francs

Les billets sont en vente à Publico - 145, rue Amelot - 75011 Paris
De 14 à 18 heures : Animations, débats.

A partir de 18 heures : Manifestation au départ de l'espace Cosmao Dumanoir

A 20 heures 30 : Spectacle : avec Armand (en première partie) et Philippe Val. Billets : 60 francs (en vente à Publico).

jeudi 19 septembre

LYON : Le café libertaire rouvre ses portes à partir de 21 h (tous les jeudis entrée 19 rue Pierre Blanc par l'allée)

Groupe Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.

samedi 28 septembre

CHELLES : Réunion-débat avec Xavier Pasquini a propos des sectes, à 20 h 30 au 1 bis rue Emile.

LYON : Pot de rentrée de La Plume noire, à partir de 18 h 30, 19, rue Pierre Blanc. Ils groupes lyonnais de la Fédération anarchiste seront heureux de vous accueillir à cette occasion.

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE, ABONNEZ-VOUS !

Avant la période des congés, nous vous alertons sur la situation financière du Monde libertaire suite à la modification des tarifs perpétrée par les N.M.P.P.

Si notre appel n'est pas resté vain et s'est traduit par un regain d'intérêt pour notre journal de la part de ses lecteurs et un plus grand nombre d'abonnés, l'effort n'est cependant pas encore suffisant et doit être poursuivi.

L'action des militant(e)s de la Fédération anarchiste a déjà permis d'obtenir de nouvelles propositions pour la diffusion de notre titre et nous souhaitons qu'elles se fassent dans un cadre plus large qui permettent la prise en compte réelle des difficultés rencontrées par la presse d'opinion sociale pour sa diffusion et offrent la capacité à tous d'accéder à l'information.

Pour autant, le déficit cumulé du Monde libertaire depuis le début de l'année 1996 s'élève maintenant à plus de 70 000 F et pourrait remettre en cause son existence. Il est donc urgent que le nombre de lecteurs redouble, pour lui assurer une trésorerie suffisante.

De plus, en l'abonnement permet le versement de la totalité du produit de la vente dans les caisses du journal contre seulement 1,50 à 3,50 F par exemplaire quand le Monde libertaire est acheté auprès d'un revendeur (librairie, kiosque, etc.)

Pour faciliter l'abonnement et prendre en compte les possibilités financières des uns et des autres, nous vous proposons de le faire sous forme de prélèvement. C'est une garantie pour la trésorerie du Monde libertaire et cela permet d'étaler la dépense par rapport à l'abonnement traditionnel, qui perdure (voir les formulaires en page 2).

Notre mobilisation pour la défense du Monde libertaire commence, nous comptons sur tous pour que le journal des anarchistes continue d'être au rendez-vous de l'actualité chaque semaine et se développe. Sa maquette évolue... Nous essaierons, dans la mesure de nos possibilités, d'augmenter sa pagination, d'autres actions pour améliorer sa diffusion vont s'engager.

Cela est nécessaire car de nouvelles menaces pèsent sur le Monde libertaire : le chef du F haine, Jean-Marie Le Pen, vient déposer une plainte en relation avec le Monde libertaire.

NO PASARAN !